



LE LUMA
le journal
de la section Deux Sèvres
*Financé par les cotisations des syndiqués
CGT-FINANCES PUBLIQUES 79*



Janvier 2021 – N° 48

La section CGT 79 vous souhaite une meilleure année 2021 que 2020 dans tous les domaines.

Vous avez vu, certainement, les vœux du Directeur Général. Ce dernier vous indique que nous allons nous adapter au monde d'après : un kit devrait prochainement nous être attribué : gel hydroalcoolique et vaseline...attention il ne faudra pas se tromper dans la manipulation...car 1 800 suppressions d'emploi ça Pique !!!

La Covid 19 est toujours présente et joue son rôle de catalyseur dans les réformes économiques et sociales : Télétravail instauré rapidement sans concertation, suspension et non suppression de la réforme des retraites, Prêts garantis par l'État (Que vous et nous allons financer au final...), Banalisation du Travail du Dimanche, la Loi de Sécurité Globale.

L'opportunité est trop grande pour nos classes dirigeantes pour donner un coup d'accélérateur pour mener à bien les réformes avant la Vague de 2022.

En 2021, La CGT sera masquée sanitaire mais non muselée socialement.

Meilleurs Voeux et résistons ensemble !!



Le projet de loi « sécurité globale », s'il était adopté, créerait un précédent dans l'histoire de notre pays. Il représenterait un véritable tournant dans l'instauration d'une surveillance généralisée de **TOUS** et porterait une atteinte gravissime à la liberté d'informer et d'observer.

En appui du Schéma National du Maintien de l'Ordre, du projet de loi dit « confortant le respect des principes de La République » et des 3 décrets du 2 décembre dernier, il développerait un arsenal répressif et autoritaire qui remettrait en cause nos libertés fondamentales et provoquerait une rupture historique avec notre histoire.

C'est intolérable et impensable au pays des Droits de l'Homme.

Dans un contexte de montée du chômage et de la précarité, de démantèlement des services publics et de remise en cause de nos garanties collectives, ces atteintes à nos droits et libertés publiques, individuelles et collectives, construisent un avenir où violences sociales, répression et violences étatiques seraient grandement facilitées. Le gouvernement se dote ainsi d'un arsenal répressif susceptible d'intimider, de faire peur et d'éradiquer toutes les contestations, qu'elles soient d'ordre sociales ou politiques.

C'est l'acte politique fondateur majeur d'un gouvernement qui cherche de l'oxygène sur sa droite et son extrême.

Nos diverses mobilisations sur le sujet ont déjà fragilisé la position du gouvernement et nourri une crise politique autour de l'article 24. Ce n'est pas suffisant. **Nous exigeons, avec d'autres, l'abandon de ce projet de loi qui piétine notre histoire et nos acquis.**

Mr Fievet (LREM) est le seul Député du département à avoir voté pour ce projet de loi. Rassemblons-nous pour manifester et défendre nos libertés devant sa permanence.

Samedi 30 Janvier 2021 à 11 H
19 rue de la Cave à Bressuire

Départ en co-voiturage :

Pour Niort, Parking devant l'UD à 9h30

Pour Thouars, Place Lavault à 10h

Pour Melle, Place du Marché à 9h15

Un entretien d'évaluation : est-ce bien utile ?

A quoi bon s'entretenir avec une administration qui ne nous entend pas et qui gère des « chaises » ?

L'année 2019-2020 fut marquée par le passage en force du Nouveau Réseau de Proximité, rejeté par la majorité des organisations syndicales représentatives, les agents et une bonne partie des élus. L'ensemble des trésoreries du département mais aussi certains SIE et SIP commencent à disparaître de la carte des Deux-Sèvres. Également, en 2020, une prime covid mal répartie !!! Et ce début d'année par une suppression d'emplois inadmissible ainsi que la mise en place du PPCR : Une des mesures de PPCR est l'instauration dans la Fonction Publique d'un cadencement unique d'avancement d'échelon, en attendant de trouver d'autres mesures de reconnaissance de la valeur professionnel aux plus « méritants », car c'est bien cela l'objectif à atteindre !

Contre l'arbitraire et les dangers de l'entretien professionnel !

L'entretien professionnel s'inscrit aujourd'hui, dans le cadre d'un « dialogue de performance individuelle » sur la base de résultats et d'objectifs non négociables : même si les besoins en formation et les perspectives de carrière sont évoqués, l'agent ne sait plus vraiment sur quoi il est évalué.

L'évaluation individuelle n'a plus de sens car elle se réalise sans lien avec le collectif de travail, les effectifs, les moyens, les évolutions et les objectifs du service, les difficultés rencontrées.

Contre un système de mise en concurrence des agents .

Comment ne pas y voir l'outil de management indispensable pour évaluer les agents sur leur manière de servir, sur leur capacité à s'adapter aux réformes, à la polyvalence, à la mobilité (ou la stabilité forcée « sauce » DGFIP).

Pour les cadres, c'est un moyen de leur imposer la culture de la performance, de jauger leurs aptitudes à mettre en oeuvre toutes les réformes voulues par l'Etat, et surtout de tester leur "loyauté" sans faille aux orientations.

La CGT est attachée au principe de la reconnaissance de la valeur professionnelle des agents mais celle-ci doit s'opérer dans un contexte défini, sur des critères lisibles et objectifs, avec la prise en compte de la dimension collective du travail. C'est tout le contraire qui est prôné aujourd'hui avec une individualisation accrue des parcours professionnels des agents qui ne leur permet pas d'apprécier leur situation et leur évolution dans le collectif de travail.

Boycotter l'entretien professionnel n'est pas une opposition individuelle à son chef de service notateur, mais bien une opposition dans un cadre collectif et unitaire à un système pernicieux et dégradé de la reconnaissance de la valeur professionnelle de chaque agent.

LA CGT Finances Publiques appelle les personnels à décider, service par service, collectivement et dans l'unité, du boycott de l'entretien professionnel !

Lorsque votre chef de service va vous convoquer par mail (procédure obligatoire), vous lui répondrez que vous ne participerez pas à l'entretien professionnel. VOUS EN AVEZ LE DROIT !!!!! et rien ne change dans le processus de la notation, le déroulement reste le même et le recours reste possible en National. Il faut le savoir !



Après la Santé, l'Éducation et l'Énergie

TOUTES et TOUS EN GREVE le 4 FEVRIER

En janvier, les salarié-e-s de ces secteurs professionnels se sont mobilisés pour faire prévaloir des choix conformes aux intérêts du plus grand nombre.

Le 4 février prochain :

- pour l'emploi et les conditions de travail, les salaires, la réduction du temps de travail,
- pour la défense et l'amélioration des services publics,

c'est **TOUS ENSEMBLE** (privé, public, privés d'emploi, jeunes, retraités) qu'il faut se **rassembler** et **participer** aux initiatives prévues ce jour dans le département par les organisations syndicales CGT, FSU et SOLIDAIRES.

La COVID 19 et ses ravages occasionnés dans tous les domaines (sanitaire, économique et social) ont mis en évidence, comme jamais, des arguments portés depuis longtemps par la CGT :

- *Réindustrialisation et relocalisation de pans entiers de notre tissu industriel (textile, médicaments, ...)*
- *L'exigence de pôles publics d'envergure (banques, assurances, pharmacies, ...) afin de réorienter notre économie vers des biens utiles et indispensables*
- *Des services publics démocratisés et aux missions renforcées*

Certes, il n'y a pas d'argent magique (dixit Macron) mais pour autant il existe :

- 50 milliards de CICE,
- 3 milliards perdus par la réforme de l'ISF,
- 100 milliards d'aides directes aux entreprises sans contrepartie sociale et environnementale lors de cette crise sanitaire

Un légitime débat autour de la dette publique (remboursement total ou partiel ? annulation ?) devra aussi s'ouvrir sans tarder.

Ne payons pas une dette qui n'est pas la nôtre. C'est à ceux qui ont les moyens de payer : les grands patrons et leurs actionnaires.

Le 4 FEVRIER ne constitue donc pas une fin en soi mais **peut permettre la mise en mouvement consciente d'un monde du travail qui refuse les sacrifices présents et futurs.**

Par notre nombre, par notre ténacité, IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !

RASSEMBLEMENTS :

NIORT - 11 H 30
Place de la Brèche

THOUARS – 11 H 00
Place Flandres Dunkerque

BRESSUIRE – 14 H 30
Devant la sous-Préfecture

- *Faire connaître nos propositions de sortie de crise,*
 - *Les partager avec le plus grand nombre,*
 - *Se battre de manière collective, globale et durable pour leur mise en œuvre*
- Tel est le triptyque de la CGT pour faire émerger le monde d'après dont nous avons tous tellement besoin.*

Union Départementale des Syndicats CGT des Deux-Sèvres
8, rue Joseph Cugnot – 79000 NIORT ☎ 05.49.09.02.39
udcgt79@gmail.com - [f https://www.facebook.com/udcgt79](https://www.facebook.com/udcgt79)

